



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration FSU – CDEN 59 04 février 2022

Il aura fallu une crise sanitaire pour révéler les maux dont souffre le service public d'éducation depuis plusieurs années. Si comme dans la santé, les difficultés sont nombreuses, cette crise n'en est que le révélateur mais sûrement pas la cause. Les politiques publiques de ces trente dernières années avaient affaibli l'École publique, celles du quinquennat qui s'achève ont accéléré la sape de ses fondations. Entre 2017 et 2021, ce sont 7 490 emplois qui ont été supprimés dans le second degré publics avec, dans le même temps, une augmentation importante des effectifs élèves. Pour la rentrée 2022, alors que la crise sanitaire a accru les inégalités et a accentué les difficultés scolaires chez de très nombreux élèves, le Ministre Blanquer ne trouve rien de mieux que de supprimer encore 440 postes dans les collèges et lycées, ce qui portera à 2300 les suppressions de postes réalisées depuis le début de la pandémie. Pour masquer la réalité de ces suppressions, et après avoir augmenté le nombre d'heures supplémentaires imposables aux enseignants, le ministre va maintenant affecter les stagiaires à temps plein devant les élèves et récupérer ainsi des moyens d'enseignement au détriment de nos nouveaux collègues, qui verront leurs conditions d'entrée dans le métier considérablement dégradées. C'est un retour en arrière catastrophique pour l'ensemble de la communauté éducative.

Le constat des effectifs élèves à la rentrée 2021 indique pourtant une fuite importante d'élèves vers le privé, y compris et c'est nouveau, dans le privé hors-contrat mais tout comme la crise sanitaire, ça n'inquiète évidemment pas un ministre de l'Éducation nationale idéologue, totalement déconnecté de la réalité des établissements et plus occupé à vouloir soigner son image à des fins personnelles.

La FSU ne reviendra pas ici sur la gestion calamiteuse de l'épidémie dans les établissements scolaires. La « non-préparation » de la rentrée des vacances de Noël aura été l'épisode de trop pour des personnels épuisés de tenir les établissements à bout de bras depuis un an et demi sans aucune écoute, aucune aide, ni reconnaissance digne de ce nom de la part de leur ministre. Les collègues sont épuisés, épuisés de quémander des protections sanitaires, épuisés de faire cours avec des classes décimées... Les personnels sont épuisés d'être méprisés par celui qui devrait être le premier à les protéger et à les soutenir. Depuis 5 ans, le ministre Blanquer maltraite l'institution et fait mal aux personnels. Il porte l'entière responsabilité de ce qui se passe actuellement dans les établissements scolaires. Cette rentrée 2022 constitue la 5^{ème} qu'il a préparée et, nous l'espérons, sa dernière !

Pour en revenir à l'ordre du jour de ce CDEN et à la préparation de rentrée dans les collèges du nord, il est difficile, là aussi, de ne pas faire le bilan de ces 5 dernières années, parce qu'eux aussi ont subi la politique dévastatrice du Ministre Blanquer. Même si la dotation globale pour les collèges du département est stable pour la prochaine rentrée, elle ne peut effacer près de 2300 heures postes supprimées dans leur DGH depuis la rentrée 2017, soit l'équivalent de 128 postes, dont une cinquantaine a été supprimée à la rentrée 2021 en pleine pandémie. Une étude approfondie des DGH depuis 2017 montre que ce sont les établissements les plus défavorisés qui ont vu leurs effectifs élèves augmentés, notamment les REP+ ou maintenant, les établissements se trouvant dans le groupe A. Néanmoins, sous une politique de réduction de moyens, ces mêmes établissements ont été contraints d'absorber une grosse partie des retraits d'emploi et les conditions de travail des élèves et des personnels s'y sont dégradées. L'évolution du H/E moyen de ces établissements illustre cette dégradation puisqu'il était de 1,63 en 2017 pour le groupe accueillant les 31 REP+, il ne sera que de 1,52 à la prochaine rentrée pour le groupe accueillant maintenant les 37 collèges possédant les plus faibles IPS. Si on voulait retrouver un H/E moyen identique à 2017 dans les collèges du groupe A, il faudrait réinjecter au moins 1748 heures dans leur dotation horaire. Il nous est donc bien difficile d'entendre le cynisme du discours du ministre qui affirme que sa priorité depuis 5

ans a été donnée à la réduction des inégalités. On se demande bien comment ? Certainement pas avec des moyens d'enseignement !

Pour la rentrée 2022, la FSU, Monsieur le directeur académique, souligne l'effort fait sur le seuil d'élèves des collèges du groupe A qui revient à 23,49, c'est à dire au niveau de ce qu'il était à la rentrée 2020. La FSU acte également le maintien de la dotation SEGPA après plusieurs années de baisse et de suppressions de moyens. Ces deux décisions vont dans le bon sens mais elles ne peuvent rattraper les milliers d'heures d'enseignement perdues depuis 2017 dans les collèges et les SEGPA du département. Dans ces conditions, le développement des dispositifs ULIS se fait également sans les moyens nécessaires à la réussite de l'inclusion. La FSU continue de demander la prise en compte des effectifs des ULIS dans ceux des classes et niveaux qui les accueillent, c'est une nécessité afin de limiter les effectifs de ces classes.

Pour le 1er degré, la FSU doute sérieusement que la dotation positive de 16 postes permette d'avoir des conditions de rentrée plus sereines. En effet, l'injonction ministérielle à limiter à 24 les effectifs dans les classes de GS – CP et CE1, que nous saluons comme un premier pas, ne diminue pas de façon remarquable les effectifs dans les classes, et a même tendance à les faire augmenter dans les autres niveaux.

L'augmentation des quotités de décharge de direction pour les écoles de 6, 7, 12 et 13 classes représente une réelle avancée pour les écoles concernées. Néanmoins, l'ensemble des directrices et directeurs attend une aide administrative pérenne à la direction d'école pour permettre de passer davantage de temps à l'animation pédagogique des équipes, ce qui représente le cœur de notre métier.

Les moyens supplémentaires pour l'enseignement spécialisé ne sont pas à la hauteur des besoins, trop d'ULIS fonctionnent encore à 13 ou 14 élèves, d'autre part nous réclamons que ces élèves, inscrits dans les classes ordinaires soient comptés dans les effectifs des écoles. Nous pouvons être assurés qu'ils et elles viendront faire passer les classes de CP et de CE1 au-delà du palier symbolique de « 24 élèves par classe » ...

Quant à l'effort fait ces dernières années dans les communes rurales, s'il est à saluer positivement, il reste à le faire rentrer dans la logique comptable du 24 par classe... Quel en sera le sens dans des écoles à 2, 3 ou 4 classes avec des triple ou quadruple niveaux ?

Nous avons entendu les priorités définies au niveau académique et départemental, nous en voyons les limites au moment de faire le bilan de ces 5 dernières années.

Les dédoublements en GS, CP et CE1 en éducation prioritaire ont demandé un investissement exceptionnel et des dotations systématiquement positives malgré une baisse démographique régulière. Cependant, cette dotation n'a pas été à la hauteur des exigences fixées par le Ministre et la situation du remplacement structurellement défaillante est devenue intenable au quotidien dans les écoles touchées par la crise « COVID ». Il est paradoxal de supprimer des remplaçants pour dédoubler les classe et dans le même temps, par manque de remplaçant, de répartir les élèves dans ces classes et ainsi passer à plus de 12 à chaque absence de collègue, la priorité à l'éducation prioritaire n'est donc pas effective dans la réalité du vécu des écoles.

Malgré ce triste bilan, Jean-Michel Blanquer aura tout de même réussi une chose, celle de se mettre à dos l'ensemble de la profession comme l'a montrée la grève du 13 janvier massivement suivie. Sa politique, ses interventions médiatiques, ses mensonges, son mépris sont devenus insupportables pour les collègues qui n'attendent qu'une chose de sa part maintenant : qu'il parte et ne revienne jamais dans l'éducation nationale ! Mais attention, plus qu'un départ, ce sont des moyens et des postes de personnels titulaires et formés, dont a besoin l'éducation nationale. C'est de respect et de reconnaissance pour leur métier dont ont besoin les personnels, cela passe nécessairement par l'amélioration de leurs conditions de travail, par une réelle reconnaissance salariale et le dégel du point d'indice. C'est ce que devront accomplir le prochain ministre et le prochain gouvernement. En ce début d'année, la FSU fait donc le vœu d'obtenir très vite une politique éducative radicalement opposée à celle que les personnels, mais aussi les élèves, subissent depuis 5 ans.